

Etude commanditée par



Etude prospective

Pauvreté, précarité et exclusion socio-économique en Wallonie : quels futurs possibles ?

Executive summary

Octobre 2018

Table des matières

1. Introduction	3
2. Objet de recherche et système prospectif	4
3. Processus de scénarisation	6
4. Exposé des scénarios	7
4.1. Scénario 1 : Light state for winners	7
4.2. Scénario 2 : Etat social actif 2.0	8
4.3. Scénario 3 : Solidarité.com	8
4.4. Scénario 4 : Des racines mais pas d'ailes	9
5. Mise en récit et communication	9

1. Introduction

À l'origine de cette recherche se trouve le constat que la pauvreté et l'exclusion socio-économique restent des enjeux essentiels pour la Wallonie. En 2013, un article, publié par l'IWEPS¹, dresse un tableau sans appel : la Wallonie occupe avec Bruxelles, et à l'inverse de la Flandre, le bas du classement des régions d'Europe en termes de taux de pauvreté. En 2017, la situation ne semble pas s'être améliorée : le taux de risque de pauvreté est de 19,4% et 7,8% des Wallons vivent dans un ménage en situation de déprivation matérielle sévère².

Pour ces raisons, l'IWEPS a souhaité s'interroger sur l'évolution de la pauvreté en Wallonie. Compte tenu de l'évolution d'un ensemble de paramètres, que va-t-il advenir en cette matière en 2040 ? C'est la question dont l'étude s'est emparée par le biais d'une analyse prospective. L'objectif de cette démarche est de mettre en lumière les opportunités et les risques qui se présentent à nous. L'avenir est mobilisé comme point d'observation pour orienter nos actions dans le présent. Il ne s'agit donc pas de prédire l'avenir mais de le penser en termes de « futurs possibles » dont le présent porte les germes et qu'il s'agit de mettre au jour afin de prendre *hic et nunc* de meilleures décisions.

La demande de l'IWEPS portait sur une approche globale de la pauvreté, prenant en compte l'ensemble des facteurs responsables de son évolution. Etant donné le caractère éminemment multifactoriel du phénomène, satisfaire cette demande impliquait que l'on prenne en considération non seulement le contexte économique mais également des éléments de nature démographique, sociologique et culturelle. Par ailleurs, l'IWEPS ne voulait pas d'une étude « en chambre » dont les résultats n'auraient été que le fruit des réflexions de quelques experts. L'avenir appartenant aux acteurs wallons, il était naturel d'associer certains d'entre eux à une réflexion préalable à une construction dont ils seront parties prenantes. Invitation à participer activement à l'étude a donc été lancée à plusieurs dizaines d'acteurs œuvrant dans le domaine de la pauvreté ou témoins « privilégiés » ayant une expérience personnelle et une connaissance concrète du terrain.

En tout, cinq groupes distincts, aux rôles bien définis, ont été impliqués :

- **L'Equipe de Recherche** : Elle était composée de trois partenaires, pour cinq chercheurs³ : le bureau d'études Sonecom, l'Institut pour un Développement Durable et le Centre de Recherche et d'Intervention Sociologique de l'Université de Liège. Ces trois organismes ont été désignés par l'IWEPS pour coordonner le travail, proposer la méthodologie de recherche, traiter les données récoltées, élaborer les différents produits de l'étude.

¹ Guio A.-C., Mahy C., *Regards sur la pauvreté et les inégalités en Wallonie*, Working paper n°16, IWEPS, 2013.

² IWEPS, *Chiffres clés de la Wallonie*, 2017.

³ Bernard VOZ et Muriel WILQUET pour Sonecom, Paul-Marie BOULANGER et Philippe DEFEYT pour l'IDD et Laura BEUKER (*partim*) et Jean-François ORIANNE pour le CRIS-ULg.

- *Le Groupe de Suivi Restreint* (par la suite dénommé GSR) : Ce panel était composé d'experts d'horizons divers, membres de l'administration ou de la société civile, aux niveaux wallon ou fédéral. Leur particularité était de mêler une expertise théorique à une connaissance ancrée dans le travail de terrain. Ce groupe s'est réuni huit fois pour des séances de deux à quatre heures. Il a endossé dans ce projet un rôle de véritable co-constructeur des résultats finaux. Au total, une quinzaine de personnes ont contribué à ce groupe.
- *Le Comité d'Accompagnement* : Rassemblant des membres de plusieurs institutions wallonnes dont l'IWEPS et le cabinet du Ministre Président wallon, ce groupe s'est réuni à chaque étape de l'étude afin de s'assurer de la qualité du travail fourni et de valider les orientations prises pour la suite du projet. Il s'est rencontré sept fois.
- *Le Panel élargi* : Au début de l'étude, des experts ne pouvant suivre l'ensemble du processus ont été conviés à deux ateliers prospectifs et, pour ceux ne pouvant être présents, à répondre à un questionnaire *rétro-prospectif*. En tout, près de trente acteurs supplémentaires ont apporté leur réflexion à cette étude.
- *Le Groupe Technique* : Composé des chercheurs de Sonecom et des membres de l'équipe de l'IWEPS, ce groupe avait vocation à entretenir un échange sur la méthodologie proposée, afin que le dialogue entre le prestataire de service et le commanditaire ne se résume pas aux réunions du Comité d'Accompagnement.

2. Objet de recherche et système prospectif

Pour la construction de l'objet de recherche, nous nous sommes attelés à une première phase de recueil de données auprès d'acteurs et d'experts liés, directement ou indirectement, au champ de la pauvreté. Cette collecte s'est déroulée selon trois modalités : organisation de deux ateliers prospectifs, d'une rencontre du GSR et d'un questionnaire *rétro-prospectif* en ligne.

Un important matériau qualitatif en a résulté. Pour s'approprier au mieux le contenu de celui-ci, et de manière à pouvoir le mobiliser pertinemment au vu des objectifs, nous avons réalisé une analyse approfondie du corpus. Celle-ci fût menée de manière tout à fait inductive, afin de respecter la méthode prospective qui cherche à rester au plus près des représentations des acteurs.

L'objet d'étude devait avant tout être défini au plan conceptuel. Ainsi a-t-il été précisé que le travail prospectif porterait sur les futurs de la Wallonie en termes de :

- *Pauvreté* : état a) chronique ou récurrent, b) de déprivation, c) absolue (par rapport à une norme) ou relative (par rapport à l'ensemble de la population), d) de certaines ressources ou de certaines capacités, e) d'une unité sociale (individu, ménage ou groupe social) jugée, f) suffisamment importante pour que l'unité concernée soit considérée comme pauvre, g) dans un contexte social donné ;

- *Précarité* : probabilité élevée qu'une unité (individu, ménage, groupe social) connaisse dans un intervalle donné l'état de pauvreté tel que défini ci-dessus ;
- *Exclusion sociale* : incapacité de participer normalement à la coopération sociale à cause d'une discrimination ou d'une situation de pauvreté ;
- *Inégalités socio-économiques* : écarts observés au sein de la population aux niveaux suivants : revenus, accès aux droits, au logement, à la santé, à l'éducation... (liées à des inégalités d'autres natures, de genre par exemple) ;
- *Carrière* : concept permettant de penser l'articulation entre 1) les tendances de fond de nature démographique, socioculturelle, géopolitique et économique (le niveau dit « macro »), 2) le niveau régional des traductions de ces tendances dans des configurations spécifiquement belgo-wallonnes en matière d'enseignement, de structures et d'activités économiques, de politiques fiscales et sociales, de modes de consommation et de structures sociales (niveau « méso ») et 3) le niveau « micro » des trajectoires individuelles, à chaque fois singulières, qui se déroulent ou non dans la précarité, l'exclusion.

En ce qui concerne la détermination de l'horizon prospectif, il est apparu, au vu des premières analyses, que les facteurs les plus influents présentaient une inertie relativement forte. Par ailleurs, étudiant un objet visiblement très dépendant des politiques publiques, notre horizon temporel devait être suffisamment éloigné pour intégrer la conception d'une politique autant que sa mise en œuvre et ses effets. L'horizon temporel a été fixé à 2040. Il présente un double avantage : 1) pouvoir dégager la réflexion prospective des cycles de législatures et 2) pouvoir en assurer aisément la communication (horizon symbolique de l'accès à l'âge adulte d'un-e Wallon-ne naissant aujourd'hui).

Sur la base du corpus qualitatif recueilli au début des travaux, l'Equipe de Recherche a proposé un premier système prospectif, organisé en trois strates : noyau prospectif, écosystème et environnement général. Pour nous aider à modéliser le système prospectif, nous nous sommes dotés de plusieurs cadres théoriques : Théorie des besoins humains (Doyal et Gough, Neef) ; Approche par les capacités (Sen) ; Construction sociale de la pauvreté (Simmel) ; Concept de « carrière » (Luhmann, Clam) ; Cadre *Drivers, Pressures, States, Impacts, Responses* (ci-après dénommé DPSIR).

L'étape suivante a consisté en une spécification fine du système prospectif à l'aide du cadre DPSIR, qui a permis de passer d'un modèle en trois niveaux à un modèle en cinq niveaux, à savoir :

- Les *drivers* : les facteurs de niveau macro ;
- Les *pressures* : les facteurs de niveau méso, plus spécifiquement (belgo-wallons) ;
- Les *states* : la situation en termes de pauvreté en Wallonie ;
- Les *impacts* : les conséquences de la situation de pauvreté sur les Wallon-ne-s et la société wallonne ;
- Les *responses* : les actions mises en place, que ce soit par les pouvoirs publics ou la société civile, pour éviter les situations de pauvreté et/ou en limiter les impacts.

Plus précisément, le schéma DPSIR permettait de rencontrer simultanément les deux objectifs suivants :

- Recenser, définir et catégoriser l'ensemble des variables pertinentes pour la compréhension du système concerné ;
- Identifier les « variables clés », cruciales pour la suite de la démarche prospective, au vu de leur place dans le système prospectif.

Restait un troisième objectif, consistant à comprendre la dynamique du système étudié en analysant les relations d'influence et de dépendance des variables entre elles. Pour rencontrer cet objectif, nous avons adopté la méthode de l'analyse structurelle proposée par Michel Godet. Elle a cependant été utilisée avec souplesse afin de s'adapter au mieux au processus participatif et de manière à ce que la méthode soit un véritable support à l'analyse, davantage qu'une contrainte. Globalement, notre démarche s'est déroulée en deux temps, tout d'abord pour « se doter d'une représentation aussi exhaustive que possible du système étudié », puis pour « réduire la complexité du système aux variables essentielles »⁴.

D'une cinquantaine de variables listées au départ, nous sommes *in fine* parvenus à un système regroupant une petite vingtaine de variables. A ce stade, il ne s'agissait plus d'une simple liste mais bien d'un système organisé au sein d'un schéma, sinon de causalité, du moins d'interrelations précis. Ces nécessaires organisation et réduction de la complexité ont permis à la fois de se doter d'un système maniable et de se défaire des phénomènes paraissant *a priori* importants mais n'ayant qu'une influence indirecte sur le sujet étudié.

3. Processus de scénarisation

La stabilisation du système prospectif signale en quelque sorte la fin du travail liminaire à la démarche prospective proprement dite. Il est désormais possible d'analyser en profondeur les variables qui le constituent, de prendre connaissance de leur évolution antérieure, des inflexions éventuelles dont elles ont fait l'objet dans le passé récent et, *in fine*, de dessiner à leur propos des états futurs possibles, c'est-à-dire leurs hypothèses d'évolution.

Dans cette optique, nous avons documenté, sous la forme de 19 fiches synthétiques, les principales variables constitutives du système prospectif. Le contenu de ces fiches est le fruit d'un travail initié et conduit par l'Equipe de Recherche, tout en impliquant les expertises internes et, sporadiquement, externes à l'étude afin d'orienter l'élaboration des fiches variables au plus près du sens que les parties prenantes leur donnent. Chaque fiche est structurée de la manière suivante : 1) définition, 2) indicateurs pertinents, 3) rétrospective, 4) prospective (hypothèses d'évolution), 5) bibliographie.

C'est la combinaison des hypothèses d'évolution de ces variables qui constitue un scénario, chaque scénario étant formé d'une combinaison singulière d'hypothèses

⁴ GODET M., *Manuel de prospective stratégique*, Tome 1, *Une indisciplinette intellectuelle*, Paris, Dunod, 2007, p.155.

d'évolution pour chacune (ou la grande majorité) des variables concernées. Si le modèle DPSIR organise le système prospectif par des liens d'influence (et non de causalité), il ne comporte toutefois pas de sous-ensembles cohérents aisément manipulables. Il a donc fallu procéder à une partition du système global en sous-systèmes thématiques. D'abord considérés isolément, ils ont ensuite été agrégés et présentés en quatre sous-espaces morphologiques ; le travail collectif du GSR et de l'Équipe de Recherche débouchant sur la formation de micro-scénarios, combinaisons cohérentes et pertinentes d'hypothèses d'évolution au sein de chacun des sous-systèmes. La construction des scénarios globaux d'évolution a alors été entamée en réconciliant les micro-scénarios entre eux, sur la base de la modalité commune de leur variable *driver*. Comme quatre micro-scénarios ont été proposés par sous-système, la combinaison opérée a abouti à quatre scénarios globaux pour l'ensemble du système. La cohérence de ces scénarios a été vérifiée par l'Équipe de Recherche et le GSR. Ce dernier a proposé un titre pour chacun d'eux.

4. Exposé des scénarios

Nous proposons ci-dessous un aperçu des quatre futurs possibles identifiés pour la Wallonie, en matière de pauvreté, de précarité et d'exclusion socio-économique, issus de l'analyse prospective réalisée.

4.1. Scénario 1 : Light state for winners

Selon ce scénario, en 2040, le pouvoir public s'est mis en retrait dans de nombreux domaines. L'économie s'est affranchie des codes des classes socioculturelles supérieures et fait primer la compétence intrinsèque et les talents de l'individu, ce qui rend possible la mobilité sociale. En pratique toutefois, dans un environnement très compétitif, ce sont les plus adaptés qui gagnent. Les emplois sont précaires. La société wallonne est dès lors marquée dans les faits par un niveau d'inégalités socio-économiques et un taux de pauvreté assez élevés. Des filets d'assistance sociale minimaux sont organisés. Par rapport à 2017, ce scénario a des accents tendanciels si l'on envisage la Wallonie comme une région dans la mondialisation libérale.

Publics touchés : Dans ce scénario, les pauvres sont essentiellement les personnes qui, par manque de capitaux de façon générale mais surtout de capital humain individuel (en raison de leur âge, d'une fragilité psychologique ou d'un handicap, par exemple), « ne trouvent pas leur place » dans une société très compétitive ou bien ne s'y insèrent que par le biais d'emplois de faible qualité.

Response⁵ : La réponse principale est l'octroi d'un revenu de base faible, pour « solde de tout compte », donné par le Fédéral ; à charge pour les régions qui le souhaitent et en ont les moyens de le compléter par d'autres aides. Les initiatives

⁵ Cf. cadre DPSIR (*Drivers, Pressures, States, Impacts, Responses*) décrit p.5.

privées et associatives se mobilisent pour suppléer à l'action publique là où elle est défaillante ou se contracte.

4.2. Scénario 2 : Etat social actif 2.0

Selon ce scénario, à connotation tendancielle, la Wallonie de 2040 apparaît façonnée par des politiques qui se sont renouvelées de manière assez similaire depuis le début des années 2000. Des éléments forts comme le développement de l'industrie de pointe ou l'essor de la consommation collective (en commun) la caractérisent. Acteurs publics et privés, parfois en partenariat, assurent une offre de services dans des domaines fondamentaux comme le logement ou les transports. La population ne bénéficie pas de manière uniforme des progrès économiques, loin s'en faut. On assiste à une dualisation assez nette. Le chômage de masse persiste à côté d'un volume restreint d'emplois de qualité. L'*État social actif* s'est lui aussi réinventé sans changer de nature. Dans une société valorisant l'excellence et l'efficacité, les inégalités et la pauvreté se fondent plus que jamais sur les critères socioculturels.

Publics touchés : Dans ce scénario, les pauvres habitent plutôt à la campagne qu'à la ville ; la vie y est moins chère mais les commodités et services collectifs moins présents. Le poids du capital culturel est plus important que celui du capital économique. Sont pauvres ou précaires surtout les groupes sociaux non pourvus d'un niveau d'instruction ou d'études élevé.

Response⁶ : La principale réponse au niveau fédéral se focalise sur les plus précaires, auxquels elle ne propose qu'un programme de *workfare* très forcé et un accès aux soins de santé de base ; tandis que la Région wallonne développe un programme d'emplois aidés et d'accès à des consommations essentielles pour les plus pauvres.

4.3. Scénario 3 : Solidarité.com

Selon ce scénario, en 2040, la Wallonie a accompli un renversement très substantiel par rapport aux tendances des années 2000-2010. Dans un contexte d'évolution notable de la ligne politique des institutions internationales à l'échelle européenne et mondiale, dans le sens de davantage de régulation et d'égalité entre les personnes, la Région a misé sur l'économie technologique et l'emploi de qualité. La reprise économique -essentiellement urbaine - s'accompagne d'un investissement dans l'enseignement, le numérique, ou encore les services collectifs essentiels (mobilité, logement, etc.), dans l'intérêt fondamental des citoyens. Le courant néo-social-démocrate qui s'affirme prévoit un système assurantiel inclusif. Seuls des profils spécifiques demeurent en marge de la vie socio-économique et/ou de la citoyenneté. Le système vise à les (ré)intégrer. C'est un scénario de rupture qui s'est produit, qui paraissait très peu réaliste à peine 10 ou 15 ans auparavant.

⁶ Cf. cadre DPSIR (*Drivers, Pressures, States, Impacts, Responses*) décrit p.5.

Publics touchés : Globalement, la société wallonne ne laisse que peu d'hommes et de femmes sur le bord du chemin ; la pauvreté est réduite à une marge ; outre les difficultés liées à des problèmes d'ordre psychologique et/ou à des assuétudes, qui limitent l'intégration dans la société, il peut exister une forme de marginalité assumée, à distance de la société dont on ne partage pas forcément les valeurs.

Response⁷ : En termes de réponse, le pauvre étant considéré comme un inadapté social qu'il convient de prendre en charge dans une approche « thérapeutique » globale, diverses formes d'« entrepreneuriat moral » se développent, au cœur de l'action publique, afin de débusquer et de combattre l'exclusion jusque dans les moindres recoins du système social.

4.4. Scénario 4 : Des racines mais pas d'ailes

Selon ce scénario, en 2040, le fatalisme domine face au contexte socio-économique international. La Wallonie - comme d'autres régions d'Europe - se replie sur elle-même. Le niveau duquel les initiatives émanent est en fait celui des sous-régions. Celles-ci valorisent économiquement leur passé, leur patrimoine, au profit principalement d'une certaine élite, et s'organisent autour des structures sociales de proximité traditionnelles. L'inclusion dans un groupe familial ou communautaire est déterminante pour accéder aux ressources et éviter le risque de pauvreté. Cette dernière s'accompagne de multi-exclusions. Elle frappe surtout les urbains isolés, les travailleurs précaires et les étrangers. La société a évolué négativement en termes d'inégalités et de discriminations. Les perspectives de mobilité sociale, et de sortie de l'état de pauvreté pour les personnes concernées, sont particulièrement minces.

Publics touchés : Dans ce scénario, les pauvres sont essentiellement les personnes qui ne bénéficient pas de la protection qu'offre l'appartenance à un milieu ou à un groupe local par lequel passe l'accès à l'emploi et au revenu. Les Wallon-ne-s dans ce cas sont nombreux, surtout dans les zones urbaines désindustrialisées.

Response⁸ : La réponse principale est la mise en place d'un programme d'insertion par le travail communautaire, au niveau local, plutôt que de programmes d'emploi.

5. Mise en récit et communication

L'Equipe de Recherche a rédigé les quatre scénarios sous une forme narrative (d'environ 3 pages par scénario). Comme ils demeureraient peu accessibles aux personnes n'ayant pas participé au projet, des professionnels de la communication en ont confectionné une version vulgarisée. Ce support de diffusion large propose pour chaque scénario un récit constitué de vécus et de témoignages fictionnels de

⁷ Cf. cadre DPSIR (Drivers, Pressures, States, Impacts, Responses) décrit p.5.

⁸ Cf. cadre DPSIR (Drivers, Pressures, States, Impacts, Responses) décrit p.5.

Wallon-ne-s confrontés à la pauvreté en 2040. Des infographies visent aussi à aider le lecteur à appréhender les spécificités du scénario concerné.

Les scénarios qui sont le produit de cette étude ne prétendent pas refléter fidèlement ce que sera la Wallonie en 2040. Individuellement cohérents et mutuellement contrastés, ce sont des idéaux-types. Ils ont vocation à stimuler le débat sur l'évolution de la pauvreté en Wallonie. Les décideurs, les mandataires politiques et les acteurs sociaux sont invités à s'en emparer en vue de préparer l'avenir de la région.